

cndp

Commission particulière
du débat public
Liaison Castres-Toulouse

LES CAHIERS D'ACTEURS

N°32
JANV. 2010

Pour Les Alternatifs, mouvement politique national bien implanté dans le sud du Tarn, un autre monde est possible bannissant chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités hommes/femmes, guerres...

La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète.

Les Alternatifs défendent le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Les Alternatifs sont favorables à l'agriculture paysanne et à l'autonomie alimentaire ainsi qu'à l'aménagement équilibré des territoires et à la relocalisation des activités.

Contact :

7 Rue des Maçons
81100 Castres
81@alternatifs.org

Suffit-il de désenclaver le sud du Tarn ? Non, il faut re-localiser l'économie !

Au moment où tout le monde évoque les changements climatiques, où l'avenir n'est plus au «tout transport routier», où les questions d'alimentation des populations vont se poser avec grande acuité, est-il sage de détruire des terres agricoles pour créer une autoroute ? On le sait bien, elle n'apportera pas un emploi à Castres, ni à Mazamet ! Mais peut-être servira-t-elle à transporter les machines encore présentes dans le sud du Tarn vers d'autres cieux ?

En revanche, lutter contre les délocalisations économiques nous paraît une solution beaucoup plus pertinente pour le développement de l'emploi et l'éradication du chômage dans notre département...

Les Alternatifs du Tarn proposent donc de relocaliser l'économie.





Un projet inopportun

L'opportunité du projet de 2x2 voies «concedé» est l'objet de notre Débat Public. La Fédération des Alternatifs du Tarn a décidé d'y intervenir, non sur le plan «technique» (qu'ajouter au travail d'expertise citoyenne déjà réalisé avec sérieux par le monde associatif), mais sur un plan plus général et plus politique, celui de la «relocalisation de l'économie».

Comme nous le disions dans l'introduction, la période que nous vivons nous incite à nous interroger sur l'opportunité de détruire des terres agricoles pour créer une autoroute. Ceci alors que, sur cette même zone, des personnes cherchent, parfois désespérément, à maintenir et à promouvoir, une agriculture paysanne de qualité. Ceci encore alors que d'autres, dans une démarche certes différente, prétendent

ériger leur région en «Pôle d'Excellence» de l'Agro-alimentaire. Tandis que d'autres encore prévoient de faire des «denrées alimentaires» une «valeur refuge».

Ce projet d'autoroute est mis en débat dans un contexte économique morose. Ce plus particulièrement dans le bassin d'emploi de CASTRES – MAZAMET, lourdement et durablement touché dans le textile, le délainage, mais aussi dans le granit, sans parler des difficultés accrues du côté des sous-traitants automobiles.

On peut douter de l'apport de nouveaux emplois à Castres, et à Mazamet : il suffit de se référer à la densité du réseau autoroutier dans le Nord - Pas de Calais et le nombre d'emplois perdus dans cette région !



Une logique centripète

Dans l'exposé des motifs, on trouve des raisons du type : «profiter des retombées du développement économique toulousain», «mettre en synergie les villes moyennes situées à moins de 100 km et la capitale régionale». S'il peut être compréhensible de vouloir accrocher l'économie d'une

région à une «locomotive», ce n'est pas notre logique.

Il nous semble que l'idée première d'un développement régional, c'est de s'appuyer d'abord sur les ressources de cette région.

Utilisons nos ressources !

Le sud du département du Tarn est une riche région agricole et forestière : terres d'alluvions des plaines du Lauragais, des vallées de l'Agout, du Thoré... zone de basse montagne des Monts de Lacaune, de la Montagne noire...

Comme le granit du Sidobre, les forêts de la Montagne Noire et des Monts de Lacaune constituent une richesse naturelle que nous avons intérêt à protéger et à développer, en raison,

entre autres, de l'impact sur le réchauffement climatique de la planète. Ce sont des atouts pour l'économie du bassin.

L'industrie du délainage, le textile ont marqué l'activité de la région durant de longues années. Il y a là une culture qui subsiste, un savoir faire à utiliser, une richesse humaine qui ne demande qu'à vivre et à s'exprimer.



L'autoroute, fausse solution à la situation sociale et économique du sud tarn

1- Constats :

- La population est irrégulièrement répartie dans le sud du département : si l'ouest, moins peuplé, voit sa population en augmentation depuis ces dernières années, l'est voit au contraire sa population en diminution.
- Le nombre de personnes au chômage est en augmentation dans le sud-est du département alors qu'il est en légère baisse dans l'ouest du sud Tarn.
- On note plus de fermetures d'entreprises dans le sud-est que dans l'ouest du département. Les raisons de ces fermetures mériteraient d'être analysées sous l'angle de plusieurs facteurs. Mais on peut déjà noter que les industries du textile et du délainage préfèrent délocaliser dans des régions où code du travail et main d'œuvre ne constituent pas un frein à la réalisation de meilleurs profits. Les sous-traitants de ces filières en subissent les conséquences. On peut noter également que ces mêmes industries se sont implantées et fortement développées dans le bassin d'emploi à une époque où les infrastructures routières (sinon autoroutières) étaient moindres qu'actuellement.

2- Pistes à explorer :

- La relocalisation de l'économie, de la production à la consommation : manger plus de produits locaux et respecter le rythme des productions saisonnières (par exemple, est-il indispensable de manger des fraises à Noël ?).
- L'aide à l'installation de nouveaux agriculteurs et maraîchers (biologique, agrobiologique, agroforesterie, biodynamique...) et à l'organisation de filières locales de commercialisation (cantines scolaires, restauration collective, marchés...). Cela permettra aussi d'éviter la désertification de nos campagnes et de nos villages (boulangeries, cafés, épiceries...)
- Une réflexion sur la gestion coopérative des terres agricoles.
- Une réflexion autour du patrimoine forestier, notamment autour de la gestion coopérative du foncier forestier.
- Une réflexion sur les débouchés de la filière bois (chaufferie, bois en cogénération).
- La mise en œuvre d'une production et d'une consommation en circuit court : créer des SCOP de vente afin de limiter les transports inutiles. Un grand nombre de produits existent localement. Par exemple : quel intérêt à consommer des pommes du Pérou, alors que le sud Tarn produit et peut produire des pommes d'excellente qualité ?

- L'adaptation du ferroutage aux besoins des industries locales (ou de celles voulant s'y implanter) notamment de celles ayant un débouché commercial vers Toulouse.
- La réflexion autour de filières universitaires pouvant s'implanter dans le sud du Tarn et de l'aide à leur installation.
- La réflexion autour du développement de services publics de qualité et de proximité : pouvoir se soigner correctement, travailler, consommer, se détendre tout en évitant des déplacements trop importants et trop coûteux (prix du péage, prix du carburant, coût des réparations liées à l'usure des voitures...). Développer des services publics de transports en commun : le train, les bus interurbains, départementaux et régionaux. Une autoroute n'apporterait certainement pas la solution, par contre il est nécessaire d'aménager toutes nos routes, nationales, départementales, vicinales.
- L'adaptation de la formation professionnelle aux débouchés et aux emplois locaux.
- Un développement des énergies renouvelables adapté aux besoins locaux et démocratiquement réalisé.
- La réflexion autour du patrimoine naturel, architectural, culturel et historique de notre région et de sa mise en valeur permettrait d'en augmenter le potentiel touristique ainsi que de créer des emplois dans ces domaines (guides, restauration, location de gîtes, hôtellerie, aménagement de circuit de randonnées, animation nature...).
- Une réflexion sur un réseau de transports publics de proximité, gratuits, adaptés aux besoins de déplacements des populations, couplés aux réseaux de transports en communs routiers et ferrés «grandes lignes».





CONCLUSION :

Re-localiser l'économie, c'est pouvoir réduire les déplacements, c'est faire le choix de rapprocher des habitants les emplois, les services et les commerces.

Re-localiser l'économie, c'est donc développer des circuits courts.

Aux axes de réflexion et aux solutions que nous venons de proposer ci-dessus, une autoroute n'apporte rien de positif :

- La réduction du nombre de transports routiers résultant de la relocalisation de l'économie (de la production à la consommation) permet de se passer d'une autoroute.
- Le développement d'une agriculture paysanne et biologique subirait les effets dévastateurs de la réalisation d'une autoroute. Quant aux politiques de remembrement, elles ont trop souvent généré des effets secondaires négatifs : érosion des sols, diminution du nombre des prédateurs de parasites (oiseaux, insectes auxiliaires...).
- Le développement du ferroutage (et son adaptation aux besoins) permet de limiter le nombre de camions sur les routes et d'augmenter les créations d'emplois dans ce secteur.
- Le développement des énergies renouvelables permettrait des créations d'emplois qualifiés.
- L'autoroute (ou la 2x2 voies), c'est la solution du déplacement «longue distance» en véhicule individuel. Ce n'est pas une solution adaptée aux besoins d'une économie de proximité.

Nous le voyons, une autoroute Castres-Toulouse ne se justifie pas. Mais une large réflexion sur la relocalisation de l'économie est impérative. C'est une question de volonté politique.

Au risque de laisser mourir un bassin de vie.

